

ADMINISTRATION

3, Rue du Marché-des-Patriarches

PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

le Paria 報働勞

Tribune du Proletariat Colonial

Abonnement. Un an : 3 francs

Chèque postal : 92-22 Paris

40.781 ouvriers parisiens condamnent le colonialisme

26 anticolonialistes à la Chambre

26 élus communistes, 26 défenseurs de la classe ouvrière, 26 défenseurs des peuples opprimés coloniaux.

900.000 voix de prolétaires donnant leur pleine confiance, tout leur soutien à un parti qui, sans tractation, sans équivoque, combattra le moloch capitaliste jusqu'à leur libération.

Le prolétariat parisien, avec toute l'ardeur, toute la résolution que lui ont léguées plusieurs générations de révolutionnaires, les 40.781 voix qu'il donna à notre camarade Hadj Ali Abdelkader, nous montrent qu'il a su déjouer toutes les manœuvres hypocrites de division, toutes les haines de races semées par le capitalisme qui s'enrichit de la désunion du prolétariat.

Notre camarade Garchery, conseiller municipal de Paris, qui fut en tête de la liste du 2^e secteur du Bloc ouvrier et paysan, fut élu à 41.601 voix; Henriot, deuxième élu de la liste, obtint 40.801 voix. Nous voyons par là que la différence avec notre frère algérien est minime et nous sommes heureux de constater que les ouvriers français ont voté pour notre programme sans tenir compte des invidus, des races ou des couleurs.

Quand on pense qu'un colonial obscur qui, pour la première fois dans l'histoire, a été présenté à des électeurs français, dont beaucoup encore imprégnés de démocratie bourgeoise, et d'esprit électoraliste, s'attachent à la personnalité du candidat; quand nous remarquons dans la liste du Bloc des gauches des adversaires de taille comme Léon Blum, le socialiste démagogue 50.797 voix ou comme l'Amiral Louis Jaurès (50.270 voix) qui, exploitant le nom et la mémoire de son frère (le grand Humanitaire qui s'opposa à l'expédition du Maroc et à l'assassinat des indigènes), n'eut aucun dégoût pour s'allier à un millionnaire comme Le Foyer (49.148 voix). Quand nous voyons que le ministre des Colonies lui-même, le sinistre colon Fabry, recueillit 71.550 voix dans un secteur presque entièrement de commerçants et de bourgeois,

nous ne pouvons que nous réjouir du succès obtenu par un simple ouvrier algérien. Les voix qu'il obtint sont des voix de protestation, qui condamnent la politique d'oppression et de crimes de l'impérialisme français.

Le geste du parti français, qui sera historique, n'est qu'un commencement pour l'action qu'il engage pour l'émancipation des peuples opprimés; il continuera sa tâche, droit à son but, sans se soucier des ordures que lui jetteront ou des hurlements que pousseront les exploiters de tous poils. Il combattra implacablement l'exploitation, la démagogie, ne se souciant que de l'intérêt des masses et sa franchise et son action concrète lui valent la sympathie de tous les exploités. Déjà, la candidature coloniale a eu son retentissement dans le monde musulman; nous recevons des télégrammes de félicitations d'Algérie, d'Egypte, du Maroc.

Les esclaves coloniaux peuvent être sûrs qu'ils auront, dès la rentrée des Chambres, tout l'appui des 26 élus communistes. Nous demandons la suppression de l'Indigénat, nous réclamerons l'amnistie intégrale pour tous les indigènes embastillés ou exilés pour délits politiques ou militaires.

Notre camarade Marty, élu dans le département de Seine-et-Oise, a trop souffert dans les geôles du capitalisme pour oublier le sort de tous ceux qui gémissent dans les bagnes de la République. Maintenant, du haut de la tribune, il saura jeter à la face des impérialistes assassins tous les crimes dont ils sont coupables; aussi, nous demandons à nos frères coloniaux de nous prêter leur concours pour nous signaler les abus dont ils sont victimes. Nous leur demandons de sortir de leur passivité, de leur fatalisme. Qu'ils s'organisent dans les syndicats, qu'ils forment un front unique avec leurs frères de misère, les ouvriers français. Qu'ils se réveillent à la lutte de classe; le Parti communiste saura les guider dans le chemin de la libération.

EL-DJAZAIRI.

EN LISANT...

Dans la dernière promotion de la Légion d'honneur du ministère des Colonies, nous lisons :

« Officier : M. Beaurain, rédacteur en chef de la *Dépêche Coloniale* ;

« Chevalier : Petit (Charles), homme de lettres, journaliste depuis 25 ans, collaborateur aux grands journaux parisiens et de grand reportage à travers le monde, etc. »

Depuis que l'*Humanité* a dévoilé la vanité de la grande presse et des journaux décorés, les coloniaux ont le droit de se méfier des nouveaux légionnaires.

Mais du moment où M. Baudouin, gouverneur faussaire, tortionnaire, concussionnaire, voleur de statues, est lui-même commandeur de la même Légion alors, on est fixé.

Dans la même promotion, on voit le nom de... Attendez. Supposons que la France soit colonisée, complètement ou partiellement, par une autre puissance — ça c'est arrivé quelquefois — que Durand, Français de la zone conquise, se mettait au service des conquérants de son pays en les aidant à opprimer d'autres Français. Que croyez-vous que les autres Français pensent de ce Durand ? Qu'il est un traître, probablement. Et si les autorités françaises pouvaient mettre la main sur le collet dudit Durand, qu'est-ce qu'elles feraient ? L'envoyer au poteau, naturellement. Eh bien ! lisez, maintenant :

« Chevalier de la Légion d'honneur : « Decan, chef du canton de Tindji, cercle d'Abomey, n'a cessé de donner des preuves de son attachement à la France. A fourni un gros effort pour le recrutement. » Voilà comment la France civilisatrice encourage la vertu.

« Tahiti est devenue un enfer pour les indigènes, qui disparaissent rapidement, sous le coup des maladies contagieuses importées par les Européens, syphilis et épidémie de variole. Il est des îles où la population, en trente ans, a diminué des 3/4. »

« Il n'y a pas d'hôpitaux, il n'y a pas de dispensaires, pas de médicaments, pas de commerce, pas de routes ! »

Quel est le bolchevik, l'anti-français, qui a dit cela ? Détrompez-vous. C'est un patriote. Un Français 100 %. C'est M. Pierre Milie qui a dit cela dans le *Quotidien* du 15 mars 1924.

A quand leur tour

Madrid, 24 mai.

Les généraux Bérenger et Navarro comparaitront devant le Tribunal suprême de la guerre et de la marine, après le départ des souverains italiens, qui quitteront l'Espagne le 12 juin.

Modifiant ses premières conclusions, le général Garcia Moréno, ministre public, ne demande plus la peine de mort, mais 20 années de prison pour le général Bérenger et pour le général Navarro.

A quand la mise en jugement de Lyautey, Gouraud, Nivelle, etc. ?

Les cadavres des soldats et des innocents tués pour satisfaire leurs besoins sanguinaires réclament vengeance.

A quand la mise en jugement des généraux assassins ?

MAUVAISE NOUVELLE

Le sort en est jeté. Le pauvre maréchal Lyautey, dont la maladie de ces derniers temps donnait un peu d'espoir à ceux qui entendent ne pas aller crever au Maroc, est maintenant complètement rétabli.

L'homme aux morts innombrables sur la conscience a repris son poste de l'avant-pointe de la pénétration meurtrière au Maroc. Les grandes entreprises capitalistes peuvent chanter la messe. Le maréchal est sauvé. Quel malheur !

LE BLOC DES GAUCHES AU POUVOIR

Au pied du mur

Le Bloc des gauches, les « républicains » ont conquis la majorité au Parlement ; demain ils seront au gouvernement.

Nous n'avons point la naïveté de leur demander de réaliser le socialisme, même s'il y a des socialistes parmi les ministres, mais ce que nous sommes en droit d'exiger d'eux, c'est qu'ils appliquent leurs principes républicains... même aux colonies.

Au nombre des immortels principes de 89 figurent au premier rang l'égalité politique entre tous les citoyens et la liberté de la presse. Or le Bloc national a supprimé aux colonies la liberté de la presse et il y a détruit tout semblant d'égalité politique.

Pas de liberté de la presse, en droit, pour la presse indigène ! Les journaux existants peuvent être suspendus arbitrairement, sans motifs, pour une durée indéfinie. Seuls les lèche-culs des gouverneurs ou les sous-vertes de l'archevêché sont assurés de voir écrire. Les autres doivent se taire... ou disparaître.

Pas de liberté de la presse, en fait, pour la presse française ! Les journalistes peuvent être expulsés arbitrairement, sans motifs, pour une durée indéfinie. Seuls les lèche-culs des gouverneurs ou les sous-vertes de l'archevêché sont assurés de voir écrire. Les autres doivent se taire... ou disparaître.

Et pas plus d'égalité politique que de liberté de la presse !

Suppression de la suspension administrative et de l'autorisation préalable pour les journaux indigènes, annulation de l'ordonnance d'ancien régime concernant le droit d'expulsion des consuls, égalité de représentation dans les assemblées politiques entre tous les Français et entre tous les indigènes, telles sont donc les premières mesures que nous demandons en droit d'obtenir du Bloc des gauches, si ce Bloc ne peut ressembler comme un frère au Bloc national.

Mais le Bloc des gauches mettra-t-il ses actes tant soit peu en accord avec les principes dont il se réclame ? Pour notre part, nous en doutons fort. Nous nous rappelons que lorsqu'en 1922 Briand supprima définitivement toute liberté de la presse indigène en édictant l'obligation de l'autorisation préalable, la Section Communiste de Tunis s'adressa à la section de la Ligue des Droits de l'Homme pour l'inviter à protester et à lutter contre une atteinte aussi flagrante à la Déclaration des Droits. La Ligue des Droits de l'Homme se tut obstinément et se garda bien d'agir. Aujourd'hui, la Ligue des Droits de l'Homme est au pouvoir ; les Herriot, les Painlevé, les Boncour sont des séides et des enthousiastes de la Déclaration des Droits ; ils la connaissent à fond, c'est même la seule chose qu'ils connaissent, mais il y a 90 chances sur 100 pour qu'ils se taisent quand on leur demandera d'appliquer ce dont ils se réclament.

Aussi, à chaque occasion devons-nous le leur rappeler et leur renouveler notre mise en demeure : comment justifiez-vous l'inégalité politique qui règne aux colonies entre Français et celle qui règne entre indigènes ? Comment justifiez-vous qu'on puisse expulser arbitrairement le journaliste français qui gêne, ou empêcher arbitrairement de paraître le journal indigène qui ne plait point ?

Etes-vous de réels républicains, ou n'êtes-vous que les jésuites du républicanisme ?

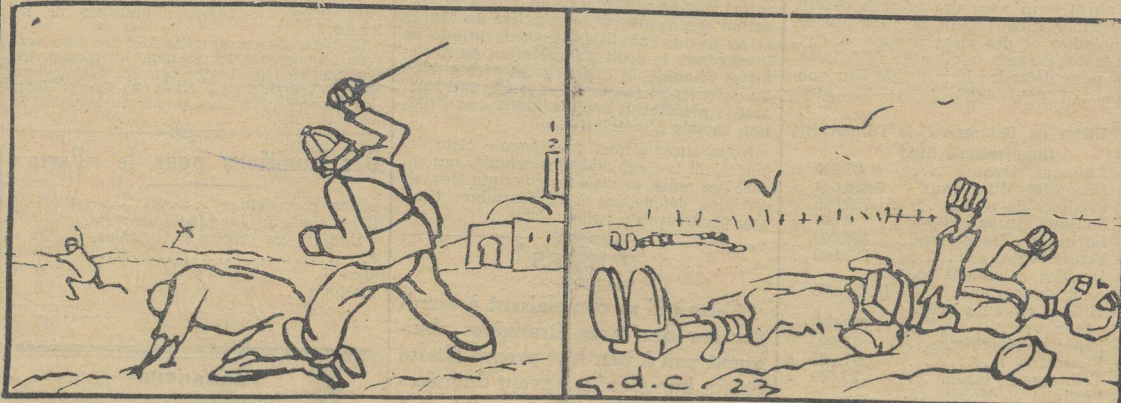
R. L.

VERS L'INDÉPENDANCE !

Un message Reuter de Peshawar signale qu'un détachement militaire mixte est tombé dans une embuscade près de Chagmalal. Un officier anglais et deux soldats indigènes ont été tués. Les rebelles sont parvenus également à enlever une mitrailleuse.

L'Inde se réveille. L'erreur politique de Gandhi se répare maintenant par la seule manière d'obtenir la libération d'un pays asservi : la lutte armée.

LE SORT DES COLONIAUX



Des coups de triques sur le champ de misère

Des balles sur le champ de bataille

LE RENVERSEMENT DU ROLE POLITIQUE DE L'ISLAM

L'Islam a été longtemps, pour les peuples orientaux, un refuge contre la domination capitaliste occidentale. Le domaine religieux était le seul où les peuples pouvaient encore affirmer leur indépendance. En maintenant les mosquées face aux églises et le culte de l'Islam à côté de celui de Jésus, ils affirmaient par là qu'ils n'étaient point totalement vaincus puisque le peuple vainqueur n'avait pu leur imposer ses croyances. La religion jouait pour les peuples orientaux le rôle que remplissait la langue chez maints peuples d'Europe également subjugués : Irlandais, Tchèques, Polonais servaient jalousement le culte de leur parler et de leur littérature comme les arabes du Maghreb, les nègres d'Afrique ou les asiatiques de l'Inde respectaient simplement les pratiques du Coran, la religion pour eux-ci comme la langue pour ceux-là étant l'affirmation qu'ils continuaient à exister comme peuples, même sous la botte du vainqueur.

Mais une profonde révolution est en train de s'opérer à cet égard.

Avec son habileté coutumière, la bourgeoisie capitaliste occidentale ayant compris que « christianiser » les centaines de millions d'Orientaux qu'elle tenait sous le joug était une œuvre qui dépassait ses forces, préféra devenir la maîtresse cachée de l'Islam. Au lieu de combattre les califes, les cheiks et les marabouts, elle les acheta. Elle leur garantit leurs richesses, elle s'institua la protectrice de leurs exactions et de leurs crimes (les Tunisiens connaissent tous l'histoire du marabout du Kef), cela à une seule condition : c'est qu'ils mettent leur influence à leur service ; c'est qu'ils fassent de l'Islam l'auxiliaire du capitalisme européen. Le capitalisme est, en effet, profondément a-religieux. Le contenu de la religion lui importe peu. Ce qu'il demande à la religion, c'est seulement de maintenir dans

l'asservissement les foules qu'il opprime. Peu lui importe que ce rôle soit tenu par Rome ou Constantinople ! De même que le capitalisme a réduit l'Eglise chrétienne à n'être qu'un instrument pour le maintien en servitude du prolétariat européen, de même il a réduit le clergé musulman à n'être que son instrument pour le maintien en servitude des peuples d'Afrique et d'Asie.

Or, ce sont les peuples orientaux qui commencent à s'apercevoir, chaque fois que ceux-ci ont voulu s'émanciper de la domination du capitalisme européen, ils ont trouvé ligés contre eux, unis à leurs oppresseurs, leur propre clergé. Ils ont compris alors que la lutte contre leur clergé et la lutte pour leur indépendance n'étaient que les deux faces d'un même combat.

Et c'est pourquoi la Turquie indépendante de Mustapha Kémal a supprimé le califat, laïcisé les écoles, émancipé les femmes.

Et dans une antithèse symbolique, presque au même moment, les mullahs de l'Afghanistan, valets de l'Angleterre, armés et payés par Macdonald, fomentaient dans la région afghane voisine de la frontière hindoue, une révolte contre leur émir, coupable d'être un émir réformateur, coupable d'avoir ouvert des écoles pour femmes, d'avoir accueilli des européens dans leur capitale... et de s'être débarrassé de la tutelle de l'Angleterre.

Ainsi d'un côté un pays qui libère de son clergé et renverse la domination étrangère, de l'autre un clergé qui veut restaurer l'oppression étrangère afin de retrouver son propre pouvoir. Ce sont là les deux termes de l'alternative entre lesquels tous les peuples d'Orient ont maintenant à choisir : ou la laïcité et l'indépendance, ou les mullahs et la servitude.

R. LOUZON.

L'IMPÉRIALISME TREMBLE

L'« Avenir Social » suspendu

Nous avons reçu ce matin le télégramme suivant : « Par suite de la suspension de l'*Avenir Social*, pour publication article arabe, deuxième déclaration de publication *Avenir Social* langue française considérée comme nulle par le Parquet. Fait opposition jugement, afin continuer publication. Fundori. »

Ainsi, à la veille de l'arrivée au pouvoir du Bloc des gauches, le comiste Lucien Saint, qui servait de résident général à Poincaré et qui restera en fonctions sous le régime de Herriot, tient à prouver aux indigènes doublement exploités qu'ils n'ont rien à espérer du changement de gouvernement.

L'iniquité de cette suspension a un double enseignement. Elle prouve d'abord la collusion évidente de la Résidence et du Parti S. F. I. O., dont le quotidien a reproduit en arabe le même article incriminé sans être inquiété. Elle montre ensuite aux indigènes qu'ils n'ont rien à attendre d'un gouvernement capitaliste de droite ou de gauche et qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes pour leur émancipation intégrale.

(Humanité).

Nous ajoutons, nous, que la Résidence a prouvé, dans cette iniquité, sa peur de voir le journal *Avenir Social* servir de tribune en langue indigène à un prolétariat qui, s'il avait la possibilité d'exprimer concrètement ce qu'il pense, garnirait les reverses tunisiens avec tous les requins capitalistes dont il supporte l'exploitation.

Contre les brigandages coloniaux

Pour l'évacuation de la Syrie

Le général Weygand, avant de repartir pour la Syrie — où il doit présider une manifestation sportive ! — a cru devoir faire à la presse bien pensante une longue déclaration sur la situation politique de la Syrie.

Il n'a naturellement soulevé mot de toutes les informations publiées non seulement dans ce journal, mais dans toute la presse européenne, anglaise, allemande, turque, etc., relatives aux combats qui se sont déroulés dernièrement aux confins turco-syriens.

D'après le général Weygand l'ordre règne en Syrie. Il y a bien eu un village pillé par les bandits turcs (7) le 14 mai, mais c'est tout. Nous constatons que malgré les commentaires de la presse à tout faire, aux ordres du gouvernement, il n'y a dans les déclarations du général Weygand rien qui vienne infirmer ou démentir ce que nous avons relaté des combats de Kirik Khan et de Knir Oglu qui ont eu lieu au début d'avril.

Nul démenti en ce qui concerne les pertes en hommes et en matériel — 200 hommes hors de combat, des mitrailleuses, des fusils, des munitions, un canon de montagne que nous avons éprouvés en ces deux occasions.

En réalité, quoi qu'en dise le général Weygand, l'ordre est loin de régner en Syrie. Les habitants, mahométans et chrétiens, sont impatients de s'affranchir du joug des bandes impérialistes françaises. Nous aurons sous peu l'occasion de revenir sur les atrocités que commet chaque jour l'impérialisme français dans ses colonies, en Indo-Chine, à Madagascar, en Syrie.

En ce qui concerne la question syrienne, nous ne doutons pas que le mot d'ordre des communistes, c'est celui de l'appel de l'internationalisme communiste que nous publions ci-dessous : Contre les brigandages coloniaux ! Pour l'évacuation de la Syrie — G. V.

APPEL DU COMITÉ EXECUTIF DE L'I. C. AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES LES PAYS

L'impérialisme français a une lourde et longue histoire : c'est lui qui, en mettant, il y a vingt ans, la main sur le Maroc, a ouvert en Europe l'ère de rivalités et de convoitises brutales dont est sortie la guerre mondiale, avec ses dix millions de victimes.

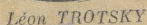
Le traité de Versailles, en le comblant de butin, n'a pas assouvi ses appétits dévorateurs. En vertu de ce traité de pillage, dont on ne dénoncera jamais assez la funeste malédiction, l'impérialisme français s'est installé en Arabie Mineure et si la crainte de la Turquie l'a obligé à lâcher prise en Cilicie, il continue d'occuper militairement la Syrie.

Il l'occupe contre le gré de ses habitants qui n'ont pas cessé de protester contre ce scandaleux usage du droit du plus fort. Alors que l'Etat français porte le poids écrasant d'une dette de 430 milliards et se déclare lui-même dans l'impossibilité de faire face aux frais de reconstruction des régions dévastées, ainsi qu'aux charges qui résulteraient des assurances sociales tant de fois promises aux travailleurs, il n'a pas hésité pour assurer en Syrie la domination de ses industriels, financiers et mercantis, à jeter au gouffre plus de dix milliards.

Aujourd'hui, l'Etat français, à bout de souffle, cherche à récupérer sur la population syrienne, en la soumettant à l'impôt, une partie

« L'habitude est une seconde nature » a dit le proverbe. C'est parfois vrai. Quand un militaire a appris l'art d'assassiner en gros il acquiert de tels appétits sanguinaires, qu'il ne rêve que meurtre pour assouvir ses bas instincts de criminel.

Avant la guerre, les pays coloniaux et semi-coloniaux recevaient des Etats-Unis et de l'Angleterre deux fois moins de crédits que les pays où le capitalisme est développé. A l'heure actuelle, les investissements dans les colonies dépassent les investissements dans les Etats-Unis, les pays capitalistes. En voici les principales causes : 1° l'exsangue, envers la vieille Europe, le commerce, qui, au cours de la dernière guerre, le capitalisme français qui menace le monde du naufrage bouleversements ; d'autre part, le besoin qu'on a des pays coloniaux comme fournisseurs de matières premières et comme acheteurs des machines et des produits finis de l'Angleterre et des Etats-Unis. Depuis la guerre, nous assistons à une véritable industrialisation accélérée des pays coloniaux et semi-coloniaux et de pays arriérés en général : le Japon, l'Inde, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, il n'est pas douteux que si le parti chinois Gomin-tang réussit à unifier la Chine sous un régime nationaliste et démocratique, le développement capitaliste de celle-ci avancera à une vitesse vertigineuse. Les processus de la mobilisation des immenses richesses pétrolières qui sortiraient d'un camp d'une semi-barbarie préhistorique et paieront par le creuset de l'industrie capitaliste. Le rebat idéologique des siècles n'aura pas le temps de s'accumuler dans la conscience des travailleurs. Ces sera comme une brusque déviation du passé qui nous oblige à chercher de nouvelles formes de nouvelles formes de vie et de développement. Et alors entreront dans l'arène et développeront les partis marxistes-démocrates l'Orient : les partis communistes japonais, chinois, turc, hindou, etc.,



Pourquoi Mac Donald — pour l'exemple — ne se contente-t-il pas d'être un homme très scientifique, mais est-il aussi un homme tout-à-fait précis — pourquoi est-il si conservateur, si borné ? Parce que l'Angleterre capitaliste s'est développée pas à pas, par une « évolution », en partant de l'artisanat pour passer par la manufacture et arriver enfin à l'industrie contemporaine. Ainsi, tous les préjugés de la veille et de l'avant-veille, tous les préjugés du passé, tout le rebut idéologique des générations passées sont restés sous le crâne de Mac Donald.